

Pourrions-nous avoir au Canada le même système d'éducation que certains pays qui font partie des Nations Unies? Absolument pas, et là-dessus, je crois que tous les députés sont d'accord.

Nous ne contestons pas le droit des autres provinces d'avoir leur propre système d'éducation, leur propre culture, leur propre langue. Par ailleurs, ce que nous voulons, dans la province de Québec, c'est qu'on respecte tout d'abord nos droits. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique—excusez-moi, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, «britannique», car on est encore «britannique», monsieur le président—respecte les droits des provinces, et c'est la raison pour laquelle nous, de la province de Québec, nous nous opposons, non pas au principe de ce bill, mais à la manière avec laquelle le gouvernement s'imisce dans un domaine qui lui est impropre et qui appartient aux gouvernements provinciaux.

On nous a présenté une mesure visant la gratuité scolaire, chez nous, comme étant notre planche de salut en ce qui a trait au problème de l'éducation. Aujourd'hui, c'est une faillite. On nous présente aujourd'hui, à Ottawa, une mesure sur les prêts aux étudiants; dans quelques années, on se rendra compte qu'elle n'a pas donné les résultats attendus.

Nous voulons endetter nos étudiants en faveur de qui? En faveur des banques, les seuls et véritables gagnants en vertu de ce bill—endetter nos étudiants en faveur des banques!

Nous avons endetté tout le monde jusqu'à maintenant. Quelles sont les classes sociales qui ne sont pas encore endettées? Les cultivateurs sont endettés, les ouvriers sont endettés, nos industries sont endettées, et nos commissions scolaires le sont aussi. Nous constatons que nos gouvernements provinciaux sont endettés; nous voyons aussi que notre gouvernement fédéral l'est et il continue à s'endetter pour endetter les autres. Tout le monde est endetté, et l'on veut maintenant endetter nos étudiants!

Au sujet de ce bill, un député, cet après-midi, a signalé qu'il n'y a que les banques qui peuvent prêter aux étudiants; aucune autre organisation au Canada, sérieuse et responsable, ne peut prêter à nos étudiants.

Nous avons endetté nos industries en faveur des banques, nous avons endetté nos richesses industrielles en faveur de nos banques, nous avons endetté nos richesses naturelles en faveur de nos banques, et aujourd'hui, on veut endetter nos richesses naturelles futures en faveur des banques, et l'on ne trouve pas d'autre solution au présent régime.

On salue le présent bill avec enthousiasme. Que c'est donc ridicule!

Nous, nous ne voulons pas de dettes. Les étudiants en ont déjà trop, les parents des étudiants en ont déjà trop; ce dont le peuple du Canada a besoin, c'est un système de revenu. Au lieu de mettre des prêts à la portée des étudiants comme on fait actuellement, pourquoi pas mettre à la disposition des étudiants, durant la période des vacances, des emplois qui leur permettraient de gagner, durant les dix ou douze semaines de vacances de l'été, au moins pendant huit ou neuf semaines de travail? Pourquoi le gouvernement fédéral n'organiserait-il pas un système pour mettre des emplois à la disposition des étudiants, leur permettant de gagner \$100 par semaine? Ils gagneraient alors, durant le temps des vacances, l'équivalent des \$1,000 dont on veut les endetter. Ils pourraient ainsi gagner de l'argent au fur et à mesure qu'ils acquerraient leur culture et pourraient alors payer leurs études. Mais non, aujourd'hui, au lieu d'offrir aux étudiants des emplois pour qu'ils puissent payer leurs études, on leur permet d'étudier et de s'endetter, et pendant ce temps-là, on endette également le pays.

Pendant leurs études, ils pourraient travailler et enrichir le Canada, enrichir le pays durant les vacances, au lieu de rester à ne rien faire; ils pourraient produire quelque chose. Ils pourraient également gagner leurs études au fur et à mesure qu'ils poursuivraient leur cours.

On n'a pas d'autre système que de les endetter. Endetter les étudiants, endetter les cultivateurs, endetter les industriels, endetter les municipalités, endetter les commissions scolaires. C'est un peu comme le système que les compagnies de finances nous prêchent. «Voyagez aujourd'hui, vous paierez plus tard»; «Achetez aujourd'hui, vous paierez plus tard»; «Achetez votre maison aujourd'hui, vous paierez plus tard»; «Achetez votre ferme aujourd'hui, vous paierez plus tard»; «Achetez vos meubles aujourd'hui, vous paierez plus tard»; «Ramassez toutes vos dettes, refinancez vos dettes et vous paierez plus tard». Dans le bill C-110, on dit aux jeunes d'aujourd'hui: «Étudiez et vous paierez plus tard».

Les étudiants ne demandent pas la charité ni aucun privilège. Pourquoi ne pas leur offrir des emplois leur permettant de travailler durant les vacances, au lieu de leur offrir comme unique solution des dettes et des obligations pour leur avenir?

Monsieur le président, ce qui me frappe le plus, c'est que lorsqu'il s'agit de développer le Canada ou d'adoucir le sort des Canadiens ou des étudiants en temps de paix, on n'a pas d'argent; on a des dettes et des obligations, on connaît le chômage et l'insécurité. Mais lorsqu'il s'agit de faire la guerre ou des préparatifs de guerre, on a tout ce qu'il faut à sa disposition. Pourquoi ne pas placer les mêmes avantages à la disposition de nos étudiants?